

Histoire-Géographie

Projet de programme 2010

<http://tinyurl.com/projprog2010-HG>

*Synthèse de plusieurs réactions développées
par des collègues enseignant en lycée.*

Ce nouveau projet de programme est le sixième depuis 1980 - le huitième avec les versions recalées lors des consultations en 1992 et en 2000 -.

Les professeurs de lycée ont travaillé avec des programmes successifs, avec des libellés plus ou moins développés, avec ou sans documents d'accompagnement. Ils ont fait étudier aussi bien « L'agriculture belge » que « Le Pacifique le nouveau centre du monde » ; ils ont fait apprendre, de 1987 à 1995, le « monde socialiste » (communiste) aujourd'hui ! Ils savent qu'un programme scolaire est toujours **un compromis difficile (et éphémère)** depuis une génération).

Une question préalable revient sans cesse : la consultation 2010 est-elle de pure forme ? Ou bien les critiques constructives seront-elles prises en compte dans la rédaction finale ?

« **Des programmes élaborés dans une urgence indécente** : réforme annoncée le 19 novembre, précisions du ministre sur l'histoire- géographie le 6 décembre, remise de copie du « groupe de travail » le 20 janvier, « consultation » du 27 janvier au 12 mars (dont un mois de vacances échelonnées)... Pour enfin présenter le tout au conseil supérieur de l'éducation le 1^{er} avril : le choix de cette date (s'il se confirme) est au moins à la hauteur de cette mascarade » écrit un collègue du CVUH.

Pourquoi assujettir la pédagogie à un agenda politicien à très court terme ? Pourquoi imposer le flux tendu au groupe des experts (programmes rédigés en quelques semaines) ? Pourquoi y soumettre également les éditeurs et les auteurs qui devront livrer des manuels en mai ?

En 2000, le programme de géographie a été profondément transformé. Celui d'histoire avait été reconduit en l'état. Dans le projet 2010, les continuités semblent l'emporter. Est-ce par choix intellectuel délibéré ou bien à cause des délais trop courts ? D'autres choix n'auraient-ils pas été possibles, en partant d'une consultation préalable, menée dans la durée et sans précipitation ?

- Le choix des thèmes a-t-il intégré la possibilité de **travailler avec des collègues des disciplines voisines** ? En Physique-Chimie, le projet cite explicitement la coopération interdisciplinaire et plaide en faveur d'une histoire de la construction de la connaissance scientifique.

- Les conditions de travail sont déterminantes :

A quelles épreuves faut-il préparer les lycéens pour le bac en 2012 et en 2013 ?

La réduction horaire en seconde écarte toute possibilité sérieuse de travail en groupe.

L'imposture de la passerelle (faire une 1^{ère} L, obtenir dans l'année un bac S) sert de prétexte au retour à un programme commun compressé en deux ans. Il fragilise le choix des contenus à prévoir pour une Terminale ES ou L.

- Des incohérences sont à noter dans les consignes pédagogiques :

La disparition assurée des modules change la donne, aussi bien dans le volume horaire global que dans la possibilité de travailler en groupes et sur ordinateurs. Pourquoi alors parler autant des technologies éducatives ?

L'insistance sur « **décrire** », « mettre en récit » n'est pas nouvelle... Comprendre, n'est-ce pas aussi chercher des explications et confronter des interprétations opposées ? Avec un tel choix, faut-il s'étonner de la persistance de la paraphrase dans les copies d'élèves ?

Tous les élèves de seconde sont-ils des apprentis historiens ? (cf « la maîtrise progressive des outils et des méthodes de l'historien »). Par contre, ne serait-il pas possible de partir des historiens et de leur métier pour aborder au moins un des thèmes, comme en Term ES-L sur la 2^{GM} ?

- Le programme de Géographie semble faire peu de vagues.

Soit parce que les quatre thèmes proposés sont en forte continuité avec le programme actuel, ou parce que les professeurs sont des historiens...

Leur rédaction est concise, la forme de question incite à problématiser (« Aménager des villes durables ? »). De plus **les choix** sont prévus et clairement explicités pour le travail en classe (2 questions à étudier sur 3 proposées).

Bien sûr le « développement durable » sacrifie à une mode vantée à l'excès par les médias, mais les profs disposent de repères pour en faire une approche distanciée (cf les analyses d'Yvette Veyret).

- C'est en histoire que les réactions sont les plus vives.

Pourquoi conserver 1848 comme limite d'un programme à étudier en deux ans au lieu de 3 ?

L'histoire des mutations majeures du XIX^e ne risquent-elles pas de faire les frais de cette surcharge ? Avec le recul, toutes les dates auront servi : 1848, 1870, 1880, 1900, 1914...

« **Qu'est-ce que je n'enseigne pas ? Qu'est-ce que je n'enseigne plus ?** » interrogeait le Cartable de Clio en 2003. La question mériterait d'être posée une nouvelle fois pour la classe de seconde : histoire des esclavages, naissance de l'Etat moderne, conquête des libertés individuelles, histoire sociale, nations et empires...

D'où vient l'enthousiasme nouveau pour la formulation des « mondes perdus » ?

« Cet approfondissement ne se fait pas seulement sous l'angle d'une étude des héritages ou des fondements du monde d'aujourd'hui ». Les « fondements », mis en place dans le programme de 1995, permettaient de faire réfléchir à la fois à la civilisation européenne et aux sources qu'elle peut revendiquer. La première partie faisait le point de ce qui avait été étudié en collège, la seconde traitant de la Révolution et de l'Europe en mutation.

L'opposition entre approche thématique et découpage chronologique est en partie artificielle. Pourquoi conserver « Liberté et nations 1815-mi XIX^e », et refuser une étude de cette même question sur un « temps long » ? Le choix des « moments » historiques est discutable, mais c'était une réponse possible au danger d'encyclopédisme. Une autre piste déjà exploitée, c'est de prévoir d'emblée un choix entre des questions multiples.

Les thèmes 3 et 4 (L'Occident, Nouvelles visions) illustrent un défaut majeur de ce projet.

Les « études bien délimitées » sont probablement inspirées par l'étude de cas en géographie. On peut s'interroger sur l'intérêt de ramener une période historique à une seule individualité, si importante soit-elle. Et surtout, **aucune latitude sérieuse n'est laissée au professeur et aux élèves** : pour le XVI^e, ce sera les Plantin, pas Erasme, ni Rabelais, ni Thomas More. Léonard de Vinci, pas Michel-Ange ou Raphaël. Cette démarche est en contradiction totale avec l'affirmation de la « liberté pédagogique ». En 5^e, le futur programme de collège utilisera une formule plus satisfaisante : L'étude... est conduite à partir d'exemples au choix... de personnages significatifs ...ou d'événements significatifs...

- Chacune des périodes retenues, chacune des formulations suscite d'autres interrogations.

Le mélange de continuités (La Révolution) **et de ruptures** (L'Occident chrétien) veut sans doute rassurer. Analysé de près, cela donne parfois l'impression d'un copier-coller, et n'évite pas les reprises de thèmes déjà longuement étudiés en collège.

Le chapitre introductif (« **Le peuplement de la terre** ») avait davantage sa place en introduction du programme de géographie.

Pourquoi faire étudier, dans un programme qui s'arrête en 1848, « les migrations au XIXe » ? L'allusion aux TICE méconnaît les conditions réelles de la classe.

Pourquoi limiter l'étude de **l'Antiquité** à la seule citoyenneté (« participation », « extension ») ? Rome réapparaît, mais sans l'étude de l'urbanisation et de la romanisation qui donnait sens aux « tables claudiennes » et à « l'édit de Caracalla ». Vu l'horaire disponible, ne serait-il pas plus raisonnable de donner le choix entre Athènes et Rome ?

Le remplacement de la Méditerranée au XII^e par l'Occident chrétien est très contesté.

Deux détails changeraient la donne : parler d'un « monde à dominante rurale » (cf le rôle des villes) ; remplacer la 3^e question (imaginaire et symbolique de la féodalité) par une étude des relations de l'Occident avec ses voisins.

Nouvelles visions.. Pourquoi plaquer sur le XVI-XVIII^e une formulation pensée pour le XV-XVI^e ?

Pourquoi ne pas maintenir **une approche plus globale des Lumières**, autour de la critique de la monarchie absolue ? Un détail : au collège, « **la nouvelle vision** » va du XVe et le XVIIe siècle

Certains libellés sont bavards à l'excès (« **le nouvel univers politique de la Révolution** »), alors qu'ils donnent l'impression de nommer « problématique » la simple reprise de titres habituels dans un manuel. Enfin dans un programme à traiter sur deux ans de tronc commun, **l'étude de la question nationale** mériterait un temps plus long, pas limité au seul combat contre l'Europe de Metternich.

Si la consultation n'est pas de pure forme en 2010, ne pourrait-on pas exiger :

- Une réécriture concise du programme d'histoire, sur le modèle de celui de géographie.

- L'abandon des figures « officielles » obligatoires, imposées pour de longues années.

Ne peut-on faire confiance aux professeurs, au lycée comme au collège, et leur permettre de continuer à décider, année après année, des études de cas significatives à mener en classe ?

- Une prise en compte du patrimoine local et régional.

Un détail : dans ce projet, **l'histoire des arts est présentée comme « un travail sur les sources »**. N'est-ce pas un peu réducteur ?

DL - 2010